

COLLOQUE
Franco-Parole III

23 AU 25 JUIN 2021

Résumé produit par
journal
LE VOYAGEUR

**RÉFLEXION SUR L'ÉDUCATION
POSTSECONDAIRE EN FRANÇAIS
EN MILIEU MINORITAIRE**

Présenté par

Le Voyageur remettra au nom de chaque annonceurs de cette section un don de 50 \$ à l'Institut franco-ontarien.

Colloque Franco-Parole III 23 au 25 juin 2021

Introduction

Jamais deux sans trois

JULIEN CAYOUILLE

La revendication est une constante pour les Franco-Ontariens. Le contrôle de leur éducation en est souvent le sujet. Des universités de langues françaises ont existé en Ontario, mais le modèle bilingue a été adopté puisqu'il représentait les idéaux du bilinguisme canadien.

En 1973, le premier colloque Franco-Parole revendique une meilleure représentation des francophones au sein de l'une de ces universités bilingues : l'Université Laurentienne à Sudbury.

En 1991, Franco-Parole II revendique une université de langue française dirigée par les Franco-Ontariens. Les collèges et les conseils scolaires de langue française seront

créés successivement avant la fin de cette décennie, mais pas d'université.

Février 2021, l'Université Laurentienne se place sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers*. Le 12 avril, elle efface bon nombre de ses programmes et met à pied près de 100 professeurs. Anglophones et francophones sont touchés, mais les francophones dans une proportion plus importante.

La Laurentienne met également fin à l'entente de la Fédération de l'Université Laurentienne, laissant sans ressources ses trois universités fédérées, dont l'Université de Sudbury. Quelques semaines plus tôt, cette université bilingue — mais fondée pour les francophones à ses débuts — avait annoncé qu'elle allait devenir une université laïque, par, pour et avec les francophones.

Franco-Parole III se déroule dans un contexte bien différent des deux premiers. Les francophones contrôlent leur éducation primaire, secondaire, collégiale et même universitaire avec la nouvelle Université

de l'Ontario français dans le Sud et la nouvellement indépendante Université de Hearst plus au Nord. Il reste cependant un trou béant à Sudbury, lieu des premières revendications.

L'Université de Sudbury a planté le drapeau franco-ontarien dans l'abîme, mais la réponse des gouvernements se fait toujours attendre.

L'Université libre du Nouvel-Ontario (ULNO) est née dans la tourmente. Une université populaire imaginée par le professeur d'histoire Serge Miville — une des victimes des restructurations de la Laurentienne — pour démocratiser le savoir, pour réfléchir le projet d'université de langue fran-

çaise et donner des indices sur la voie à suivre. Franco-Parole III a été organisé par l'ULNO pour réaliser cet objectif.

Une semaine avant le colloque, Serge Miville a été nommé recteur de l'Université de Sudbury. Dans son discours d'ouverture, il rappelle que Franco-Parole III est «un colloque engagé qui est d'une importance capitale pour l'avenir de l'éducation universitaire de langue française à l'échelle de la francophonie canadienne.»

Les textes qui suivent sont le compte-rendu des discussions tenues du 23 au 25 juin 2021, dans le cadre de Franco-Parole III.

Conférence d'ouverture

Les fonctions sociales et culturelles de l'université

JULIEN CAYOUILLE

«Les problèmes de l'Université Laurentienne sont une manifestation locale d'un problème global.» Le professeur de l'Université du Québec à Montréal, Yves Gingras, a mis la table pour les discussions qui allaient suivre sa conférence d'ouverture de Franco-Parole III en présentant l'évolution du concept d'université à travers les siècles. L'historien aimerait voir les universités et gouvernements abandonner la philosophie de marchandisation de l'éducation universitaire.

Le modèle universitaire qui domine en ce moment au Canada fait fausse route, croit M. Gingras, qui est également le directeur de l'Observatoire des sciences et des technologies. Une université a la double exigence d'être ancrée localement et de diffuser un savoir global. Le manque de financement public crée de nombreux effets pervers qui trahissent cette mission fondamentale de l'université.

Les universités à la recherche de sources de revenus ont des exigences de plus en plus élevées en termes de recherche et de publications pour les professeurs. Yves Gingras raconte avoir eu la surprise de voir une offre d'emploi pour un professeur qui détaillait les conditions à remplir pour la course aux subventions de recherche, mais qui indiquait que «d'avoir acquis une expérience d'enseignement universitaire serait un atout».

Les apparences de conflits d'intérêts montent également en flèche, affirme Yves Gingras, alors que professeurs et établissements multiplient les ententes de collaboration plus ou moins éthique, simplement pour leur survie.

De l'autre côté, il y a la course aux étudiants qui force aussi les universités à abandonner leur mission première. Le recrutement des étudiants étrangers en grand nombre — qui payent des frais de scolarité plus élevés — va à l'encontre de la mission d'ancrage local de l'université, avance M. Gingras. À tout le moins,

en ce qui concerne ceux qui quittent après leurs études.

Le besoin d'avoir un grand nombre d'étudiants influence la relation entre eux et l'établissement. La dernière année a entre autres vu plusieurs attaques envers la liberté académique et des réponses timides pour éviter de froisser des étudiants, dit-il. Les universités adoptent aussi un discours de plus en plus «lisse» pour éviter de déplaire à qui que ce soit.

L'origine de tous ces effets pervers est le désinvestissement par les gouvernements, qui a aussi entraîné la hausse des frais de scolarité, affirme Yves Gingras.

La vraie mission

Yves Gingras livre sa vision de la mission de l'université en ces mots : «Former par l'enseignement et la recherche les citoyens et citoyennes du pays dans lequel elles sont enracinées afin qu'ils et elles puissent acquérir non seulement les connaissances de base pour trouver un emploi gratifiant et contribuer au bien-être et à l'avancement de leur société, mais aussi les habitudes de réflexion critiques nécessaires à l'évaluation des nombreux discours contradictoires qui circulent dans l'espace public».

Il faut combattre la transformation des universités en «banales usines» de production de travailleurs, dit-il.

Il utilise l'exemple de la création des universités québécoises comme

vecteur de développement de la société. À long terme, l'établissement des établissements pour les francophones a permis au Québec d'être plus qu'une simple colonie avec des professeurs venus de la France.

Brève histoire des universités

Les premières universités ont vu le jour entre 1200 et 1400 et ont été créées par l'Église. On y a tout de suite vu l'opposition entre le local et le global. Si la ville d'accueil tentait d'exercer trop de contrôle, l'établissement demandait l'aide du Vatican et vice versa. La première charte sur l'autonomie d'une université a été écrite pour l'Université de Paris en 1229.

Le mot «université» vient du latin «universitas». Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne signifie pas «universelle», mais bien «corporation». Dans ce cas-ci, une corporation d'étudiants et de professeurs qui avancent dans un intérêt commun.

Entre 1400 et 1800, plusieurs universités ont été créées pour répondre aux besoins économiques des nations et au prestige de la royauté à leurs têtes. La formation de médecins et d'avocats était vue comme la formation «supérieure». Les premiers débats sur la liberté de pensée ont également eu lieu à cette époque.

L'Université de Berlin créée en 1810 correspond à la naissance de l'idée moderne de l'université, car on y a établi la recherche universitaire et ses grands principes. La période de 1800 à 1960 correspond également à la multiplication des disciplines scientifiques et à l'ouverture d'établissements pour répondre aux nouveaux besoins de l'industrialisation.

Entre 1960 et 1980, c'est la démocratisation de l'enseignement. Plus de jeunes que jamais ont accès aux études universitaires. Cette période voit beaucoup d'étudiants de première

génération accéder à l'université ainsi que plus de femmes, ce qui mènera à la croissance des sciences humaines, avance Yves Gingras. Rappelons que l'Université Laurentienne de Sudbury a été créée en 1960.

L'internationalisation et la course à la clientèle sont en progression depuis 1980, affirme le professeur. «La rhétorique de la globalisation transforme l'université en marché, ce qui n'a jamais été le cas.»



Le professeur d'histoire Yves Gingras
Photo : Capture d'écran

Yves Gingras présente cette citation du père Marie-Victorin (1885-1944) grand défenseur de l'enseignement universitaire au Québec qui s'applique étonnamment bien à la crise de la Laurentienne.

«On s'étonne que de pareilles énormités puissent germer dans le cerveau de certains chefs de file universitaires. Sont-ils donc tellement incapables de saisir la vraie notion de l'université moderne et de l'université tout court? Cette proposition ne vise à rien de moins que ruiner, en une minute, un immense et méritoire effort de dix années, à ramener l'Université de Montréal [ou Laurentienne] aux cadres étroits et rudimentaires d'autrefois, à lui restituer son cachet exclusif et platement utilitaire de fabrique de professionnels, de noviciat pour professions fermées et lucratives [...] Car réduite aux lignes simples que je viens d'indiquer, l'université devient une banale usine, et rien de plus.»



Merci à nos partenaires:



ICRL
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

CIRLM
Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities



Colloque **Franco-Parole III** 23 au 25 juin 2021

Un monde universitaire francophone toujours en résistance

INÈS LOMBARDO | Franco presse

Le colloque Franco-Parole a pris des airs de résistance au fil des exposés des panélistes présents, le 23 juin pour le panel «L'institution universitaire et la francophonie canadienne». Les conférenciers, tous professeurs d'histoire à travers le Canada, ont retracé les origines et le rôle de plusieurs universités francophones, notamment du Campus Saint-Jean en Alberta et les universités au Manitoba.

Dans les cas présentés, des défis communs se sont dressés pour les universités francophones au fil des gouvernements provinciaux successifs. Les coupes budgétaires et le manque de fonds qui en découle sont les traits communs au cœur de la fragilité des institutions universitaires dans la francophonie canadienne.

Valérie Lapointe Gagnon, professeure agrégée d'histoire à la Faculté Saint-Jean en Alberta a rappelé que «Jason Kenney, qui est pourtant fran-

cophile, est arrivé au pouvoir avec son gouvernement conservateur uni en 2019 avec un gros programme pour réduire la taille de l'État et réduire les dépenses dans un contexte de transition économique [...]».

Si le campus a réussi à préserver son autonomie, «les compressions budgétaires n'ont pas été réglées».

La professeure a d'autant plus déploré ces compressions qui ont amené à un nouveau modèle d'université «vraiment ancré dans le néoli-

Valérie Lapointe Gagnon présente une ancienne vision «en couleur» du Collège St-Jean en Alberta.
Photo : Capture d'écran



béralisme et axé sur les demandes du marché [...] avec «des indices qui, évidemment, ne fonctionnent pas avec le modèle d'un petit campus francophone et qui ne fonctionnent pas avec le domaine des arts et des sciences humaines en général».

Un modèle retrouvé du côté du Manitoba, comme l'a souligné Patrick Noël, professeur d'histoire à l'Université de Saint-Boniface (USB).

Ce dernier a rappelé que le ministre du Développement économique et de l'Emploi de sa province, Ralph Eichler, dans une lettre de décembre 2019 adressée aux universités manitobaines, défendait une vision «affreusement réductrice de l'université». Le document cite le ministre ainsi : «[l]a réussite peut prendre diverses formes depuis l'obtention d'un emploi à la fin de ses études à l'accumulation de plusieurs diplômes, mais au bout du compte,

les étudiants feront valoir leurs compétences sur le marché du travail et répondront aux besoins en main-d'œuvre du Manitoba.»

Cette conception «instrumentaliste», «inquiétante», «détourne l'université de sa réelle mission, celle de conserver, de transmettre et de faire avancer le savoir en [formant] des citoyens avec un esprit critique», pointe Patrick Noël.

L'organisateur du colloque et nouveau recteur de l'Université de Sudbury, Serge Miville, est intervenu 24 heures plus tard, dans le panel du lendemain sur cette même question, concernant l'avenir de l'Université libre du Nouvel-Ontario : «C'est intéressant, on finance de moins en moins l'institution [universitaire], mais on la contrôle de plus en plus parce qu'on veut l'orienter vers le marché. Donc, comment fait-on comme recteurs, comme universi-

taires, chercheurs [...] pour ne pas trahir notre mission fondamentale qui est particulière en milieu francophone minoritaire [...] tout en répondant à la réalité?»

Historien à l'Université Laval et titulaire de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN), Martin Pâquet, a quant à lui précisé une autre mission de l'université, conçue au fil du temps : «La mission universitaire repose sur un équilibre entre les pôles de la vérité et de la pertinence [...]. Les deux concepts se heurtent pour assurer l'autonomie de l'Université.»

«Ça nous prend une aide, un plan qui va être global pour l'ensemble des établissements, pour qu'on puisse se projeter dans l'avenir et continuer les rôles et les fonctions [de l'université]», a conclu Valérie Lapointe-Gagnon depuis l'Alberta.

FRANCO-PAROLE III

Le Centre de santé communautaire du Grand Sudbury appuie une Université de langue française dans le Moyen-Nord de l'Ontario, par, pour et avec les francophones.



Centre de santé communautaire du Grand Sudbury



ACFO
du grand Sudbury

Nous sommes, nous serons ...

avec notre université de langue française au moyen-nord!

Premier diplôme *honoris causa*

Une université digne de ce nom remet des diplômes et c'est ce qu'a fait l'Université libre du Nouvel-Ontario. Le dramaturge Jean Marc Dalpé a reçu ce premier doctorat honorifique le 23 juin. Après les coupes de programme en français à l'Université Laurentienne, Jean Marc Dalpé avait retourné à l'université le diplôme honorifique que lui avait décerné l'établissement en 2002. Il ne pouvait plus accepter cet hommage fait à un bâtisseur alors que l'établissement démolissait la communauté qu'il avait aidé à bâtir. La cérémonie de la «Marche des clowns» était une référence aux commentaires d'anciens professeurs francophones aux remises de diplômes de l'Université Laurentienne. Les clowns étaient tous des étudiants diplômés ou orphelins du défunt programme de théâtre de l'Université Laurentienne. (J.C.)



Les clowns qui ont remis le diplôme honorifique à Jean Marc Dalpé
Photo : Shawn Kosmerly



Centre Victoria pour femmes

Sudbury 705-670-2517	Elliot Lake 705-461-6120
Sault Ste-Marie 705-253-0049	Wawa 705-856-0065
centrevictoria.ca	

Ligne de soutien 24/7/365 : 1-877-336-2433

Les universités francophones doivent unir leurs forces

INÈS LOMBARDO | **Franco-presse**

L'un des moments phares de Franco-Parole III s'est déroulé le 24 juin, au moment du panel du conseil des recteurs regroupant le recteur de l'Université de Hearst, Luc Bussières, l'ancien recteur de l'Université de Moncton, Jacques-Paul Couturier, et l'ancien recteur par intérim de l'Université de l'Ontario français (UOF), Normand Labrie.

Des exemples de bastions francophones universitaires en contexte minoritaire ont été cités au cours du colloque par les trois recteurs. Ils ont chacun survolé les origines et le mode de fonctionnement de leurs universités, mais aussi d'autres institutions créées à l'international sur des modèles non traditionnels.

Normand Labrie a notamment mentionné l'Université libre de Bozen-Bolzano en Italie, créée en 1997, qui se veut multilingue en rassemblant l'italien, l'allemand et l'anglais pour répondre au besoin des minorités régionales.

«Je voulais passer en revue ces exemples-là pour souligner qu'on réfléchit présentement à la mise sur pied d'une université de langue française pour le Nouvel-Ontario [...] C'est un projet qui requiert une mobilisation collective et qui a besoin d'une vision d'avenir, d'une mission unique aussi, et d'un projet académique et pédagogique qui soit distinct», a souligné l'ancien recteur par intérim de l'UOF.

Jacques-Paul Couturier, ancien recteur de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick, est revenu sur les expériences de son université qui s'est battue pour retenir les étudiants acadiens dans la province. Un combat mené au prix de nombreuses tensions régionales, rappelle-t-il, qui ont débouché, au milieu des années 1970, par l'établissement de trois campus : Moncton, Shippagan et Edmundston.

«Le choix des mots est important», selon

Jacques-Paul Couturier. Les trois campus sont des constituants de l'Université de Moncton qui font partie de la cohésion de l'institution.

La grande gamme de formations offertes est aussi un élément qui a fait que les étudiants restent dans leur province, a souligné l'ancien recteur, qui a partagé des chiffres de rétention des étudiants au Nouveau-Brunswick :



Son collègue Luc Bussières, recteur de l'Université de Hearst, devenue autonome tout récemment, a partagé le secret du succès du redressement de l'établissement.

Partant de la crise financière mondiale de

LE CŒUR DE LA « RÉFORME » DE 2014

C'est autour de ces quatre axes que s'organise la nouvelle signature pédagogique et la nouvelle identité de l'Université de Hearst dans le système postsecondaire ontarien et canadien.



par toutes les instances de l'université, pour lancer une réforme en profondeur, initiée à l'automne 2014. Une réforme qui ressemble plus à une «révolution», a appuyé Luc Bussières (ci-contre).

Ce dernier a également souligné l'idée de la

collaboration «très prometteuse» avec l'Université de l'Ontario français, évoquant un réseau et une mise en commun des ressources.

Un point sur lequel Serge Miville, nouveau recteur de l'Université de Sudbury, a rebondi avec ferveur : «Comment fait-on pour collaborer vraiment? Il y a des économies administratives et des innovations au niveau de l'enseignement à avoir, de la pédagogie à opérer.»

Pour lui, l'axe nord-sud, Sudbury, Toronto et Hearst, n'est qu'une étape de développement.

Cet ancien professeur de l'Université Laurentienne voit plus loin : «Comment [établir] l'axe est-ouest [et] s'entraider à l'échelle de la francophonie canadienne? Une fois qu'on est capable de vraiment consolider le réseau des universités de langue française en Ontario, la grande question sera : [comment collaborer] avec Moncton, Saint-Boniface et le Campus Saint-Jean?»

Recherches sociographiques, vol. LXI, no 2-3

Un numéro consacré à la francophonie canadienne

JULIEN CAYOUILLE

Franco-Parole III était le forum idéal pour lancer le plus récent numéro de la revue scientifique *Recherches sociographiques* le 24 juin. Cette publication québécoise a produit un numéro double qui explore exclusivement des problématiques franco-canadiennes.



LA FRANCOPHONIE CANADIENNE
sous la direction de Michel Bock et Yves Frenette

ARTICLES

État des lieux

De la survivance à la vitalité
Relève littéraire et discours critique
Droit linguistique sous Harper
SOS Montfort
« Champs relationnels »
Migration du Québec vers l'Ontario
Accueil des immigrants francophones
Espace francophone à Ottawa
Refonte de l'ACFO
Une communauté divisée
Conflits narratifs en Ontario français

COMPTES RENDUS

Ayant comme titre *La francophonie canadienne depuis les années 1980 : débats, mobilisations et projections*, la revue compte onze articles écrits par des chercheurs francophones du Canada.

On y aborde la littérature, la mobilisation politique, les droits linguistiques sous le gouvernement Harper, la migration des francophones du Québec vers l'Ontario, l'accueil des immigrants francophones, la réalité catholique et publique en éducation, les conflits narratifs entre les célébrations du 400^e anniversaire de la présence francophone en Ontario et les excuses du gouvernement pour le Règlement XVII...

Le professeur de sciences politiques de l'Institut Simon Fraser en Colombie-Britannique, Rémi Léger, — à qui on a demandé de critiquer la revue — qualifie le numéro de «véritable tour de force» qui touche de nombreux domaines de recherches avec plusieurs «contributions importantes et éclairantes». Les textes exposent à la fois l'étendue des champs de recherche de la francophonie canadienne, mais aussi ses limites.

La directrice de la revue, Sylvie Lacombe, raconte qu'elle a dû convaincre ses collègues québécois de produire cette édition et faire plusieurs appels au cours des années pour recevoir assez de textes. Maintenant que la balle est lancée, elle espère qu'elle roulera encore longtemps.

Recherches sociographiques, vol. LXI, no 2-3 est disponible sur *Érudit*.



BRAVO À FRANCO-PAROLE 3!
LONGUE VIE À L'UNIVERSITÉ DE SUDBURY,
NOTRE UNIVERSITÉ DE LANGUE FRANÇAISE!

RESTAURANT FAMILIAL
705-497-9755

**MERCI À TOUS CEUX
QUI FONT AVANCER
LA FRANCOPHONIE!**

COMMANDE EN LIGNE
1308, av. Algonquin | North Bay (ON) | P1B 4Y3
burgerworld.ca | facebook.com/burgerworldalgonquin

Diagnostiques de l'enseignement postsecondaire francophone



Geneviève Tellier
Photo : Archives



Stéphanie Chouinard
Photo : Archives

**ANDRÉ
MAGNY**

Pour la première table ronde virtuelle de l'après-midi du 24 juin proposée par Franco-Parole III, un quatuor de spécialistes a apporté ses diagnostics concernant l'enseignement postsecondaire en français.

Dirigée par Julie Boissonneault de l'Observatoire de la langue française et l'Institut franco-ontarien, la chercheuse a permis à ses invités de mettre en évidence les raisons faisant en sorte que le français est souvent au centre des préoccupations de ceux qui se soucient de son avenir.

«Le postsecondaire est sous financé.» La professeure à l'Université d'Ottawa au sein de la Faculté des sciences sociales, Geneviève Tellier, en convenait : ce n'est pas la nouvelle du siècle. Cependant, ce qu'elle a voulu démontrer au cours de sa présentation, c'est comment s'effectue ce financement. Graphiques à l'appui, la spécialiste des politiques budgétaires et des finances publiques des gouvernements fédéral et provinciaux a expliqué les différentes avenues qu'empruntait ce financement.

Au départ, il y a les investissements consentis par le gouvernement ontarien à l'éducation postsecondaire. Si les sommes provenant de Queen's Park n'ont pas vraiment diminué depuis dix ans, les étudiants, eux, paient davantage. Sur les quelque 6000 \$ que coûte une année universitaire en Ontario, 30 % proviennent directement de la poche des étudiants.

La professeure a particulièrement insisté sur le fait que les fonds étaient en partie versés aux universités par les provinces. Quant au fédéral, il donne de l'argent pour la recherche. Cependant, Mme Tellier explique qu'il existe aussi d'autres façons de subventionner les études postsecondaires. C'est le cas notamment des prêts et bourses et, en particulier, des crédits d'impôt qui, cependant, favorisent davantage les gens les plus riches. Ces crédits d'impôt «occupent une place importante dans le financement postsecondaire», explique Geneviève Tellier. Selon elle, c'est 10 % du financement, soit 4 milliards \$.

L'universitaire a finalement mentionné le peu de transparence dans les transferts du fédéral vers les provinces et les universités, en particulier en ce qui concerne les fonds destinés aux étudiants minoritaires. Où ces fonds vont-ils exactement? Mme Tellier parle «d'une grande opacité» concernant ce transfert.

Défis politiques

De compétence provinciale, mais avec des enjeux nationaux, l'éducation postsecondaire en français pose évidemment des défis politiques, d'après la professeure agrégée au Département de sciences politiques au Collège militaire royal du Canada et associée également à l'Université Queen's de Kingston, Stéphanie Chouinard.

Selon elle, la question du postsecondaire en français est la suite logique de la lutte pour l'éducation en français en Ontario. Après un bref rappel historique concernant «la politique crasse» que certaines provinces ont pu faire concernant l'accès à l'éducation en français, la docteure Stéphanie Chouinard rappelait que le droit à l'éducation en français au primaire et au secondaire est enchâssé dans la constitution canadienne sous l'article 23.

Mais depuis 40 ans, le taux de diplômés postsecondaires est passé de 37 % à 65 %. Les communautés francophones en milieu minoritaire ont donc demandé que des établissements postsecondaires soient créés ou protégés. Toutefois, là où il y a des institutions bilingues postsecondaires comme à la Laurentienne, d'après Stéphanie Chouinard, ce sont souvent les communautés francophones minoritaires qui en paient les frais quand surgissent les problèmes.

Alors que faire puisque l'article 23 ne tient pas compte des établissements postsecondaires? La modernisation de la *Loi sur les langues officielles* sera-t-elle la solution? Le projet de loi de la ministre Mélanie Joly prévoit renforcer le droit à l'éducation postsecondaire en français. Mais bien que le fédéral soit tenu de veiller au respect des minorités linguistiques,

il ne peut pas, non plus, jouer impunément dans les platebandes provinciales en matière d'éducation. Vaste dilemme en perspective. Prélude, selon la professeure Chouinard, à des luttes que les communautés francophones devront mener sur le front provincial comme sur le front fédéral.

Les luttes fatiguent-elles ?

Dans la foulée de la conclusion de Stéphanie Chouinard, le professeur Michel Bock de l'Université d'Ottawa et de l'Université libre du Nouveau Ontario reprend la balle au bond. L'historien natif de Sudbury se demande, tout comme le faisait le Québécois Hubert Aquin en 1962 dans la revue *Liberté*, si le Canada français est culturellement fatigué après toutes ces luttes?

Certes, à l'époque de Pierre-Elliott Trudeau, le bilinguisme institutionnel souhaitait cette réconciliation entre francophones et anglophones. À cet égard, certaines citations d'anciens recteurs de la Laurentienne sont éloquentes. C'est le cas avec John Daniel qui, en 1989, faisait carrément le parallèle entre des institutions linguistiquement séparées et l'apartheid en Afrique du Sud. Avec de tels propos, Michel Bock démontre que, du point de vue anglophone, les francophones ne peuvent s'administrer eux-mêmes. Pour leur bien, ils doivent s'intégrer à un ensemble bilingue.

Pour Michel Bock, c'est là que se situe cette fatigue culturelle. Continuellement, les Franco-Ontariens «doivent justifier leur volonté de se définir et de s'organiser à la manière d'une culture globale sur un sujet politique autonome, capable de gérer sa propre diversité et de se projeter dans l'avenir».

Malgré tout, Michel Bock voit une lueur d'espoir. Il voit dans la critique du bilinguisme institutionnel une façon pour les Franco-Ontariens, comme pour paraphraser l'auteur de *Prochain épisode*, «de cesser d'être des figurants dans une histoire dont ils ne seront jamais les auteurs».

Et si les médecins ne veulent pas soigner?

Dans une veine tout autant optimiste, le professeur François Charbonneau y va de quelques réflexions qui flattent à rebrousse-poil certaines idées reçues qui circulent au sein de la communauté francophone. En particulier, en ce qui concerne «le par et le pour» des institutions bilingues.

Pour lui, aucune institution n'a comme logique de servir un groupe particulier. Par exemple, un hôpital franco-ontarien n'est pas là pour soigner juste les francophones. Il est là pour soigner tout le monde. Et une fois l'institution formée, il faut la gérer. C'est là, selon le professeur agrégé à l'École d'études politiques au sein de l'Université d'Ottawa, que surviennent les compromis. Une université francophone peut-elle vraiment refuser un étudiant unilingue anglophone? Non. Alors, c'est à ce moment que débute l'anglicisation des institutions. Donc, le par et le pour a des fissures pour l'universitaire militant.

Au cours de sa présentation, il s'est amusé à déconstruire certains mythes. Si la langue de service est une question de choix, comment se fait-il que ce soient toujours les francophones qui font le choix de recevoir les services en anglais? Comment expliquer que le bilinguisme anglo-canadien hors Québec est à peine plus élevé qu'il ne l'était en 1975? Le Canada a été construit sur le pacte de deux peuples fondateurs. Comment expliquer que le peuple anglo-canadien «n'a jamais entendu parler de ce pacte»?

En définitive, à travers tous ces exemples, du par et pour, François Charbonneau pose une question cruciale : est-ce que le par et pour correspond vraiment à ce que veut la communauté? Le peu d'inscriptions à l'Université de l'Ontario français en serait-il l'exemple parfait?



Michel Bock
Photo : Courtoisie



François Charbonneau
Photo : Archives
Francopresse

Les étudiants à la recherche de leur nouvelle place

ANDRÉ
MAGNY

Dans un colloque portant sur l'enseignement post-secondaire en français, il était normal de donner la parole à celles et ceux qui souhaitent étudier en français. Avec les récentes coupures à la Laurentienne, certains étaient encore sous le choc.

C'est le cas de Marie-Pierre Héroux. L'étudiante a raconté avec beaucoup d'émotions comment s'était déroulée son arrivée «all in English» à l'Université Laurentienne de Sudbury, en 2018.

Non seulement l'accueil était-il seulement en anglais avec le «Sorry, I don't speak French», mais on lui refusait de remettre ses travaux en français dans le cadre d'un cours en anthropologie. Découragée par cette absence de services dans sa langue, qui a duré trois semaines, l'étudiante maintenant en histoire était prête à plier bagage. Traumatisée par cette situation, elle opte pour expliquer dans sa page Facebook ce qui lui est arrivé. C'est là qu'intervient le professeur d'histoire Serge Miville, qui lui fait prendre conscience qu'elle a sa place à la Laurentienne.

Si la suite s'est beaucoup mieux déroulée, les coupes en avril lui

ont fait prendre conscience de l'importance de l'enseignement postsecondaire en français en Ontario. Sans professeurs et sans programme, «d'apprendre du jour au lendemain que tout ce que tu as connu disparaît, ça a été très difficile. Et ça l'est encore aujourd'hui...», dira, la voix tremblante d'émotion, celle qui a été la présidente du Regroupement des étudiants franco-ontariens (RÉFO).

Marie-Pierre Héroux se retrouve avec 24 crédits à compléter dans une université où le choix de cours a littéralement fondu. Partira-t-elle ou restera-t-elle dans la ville qu'elle a appris à apprécier? Un choix qui lui crève le cœur.

Tous concernés

Bachelière en orthophonie, native du sud de l'Ontario, Camélie Belzile-Lapalme a échappé au vent

de panique qui a soufflé au printemps sur le campus de la Laurentienne. Son bac était déjà terminé et sa maîtrise, elle ira la faire à Ottawa. Mais ça ne l'empêche pas d'être solidaire avec ses camarades se retrouvant devant rien.

L'annonce par l'université de se placer à l'abri de ses créanciers a eu l'effet d'une onde de choc. Encore plus quand la jeune orthophoniste s'est aperçue que le département d'études françaises où elle avait pris ses cours de linguistique, essentiels pour les inscrits à la maîtrise, avait été démantelé.

Pour elle, ce qui s'est passé à la Laurentienne va au-delà de l'aspect académique. C'est aussi un dur coup pour la vitalité culturelle francophone de Sudbury, qu'elle a trouvé très présente pendant ses quatre années dans la cité nordique. Elle va quitter la région «le cœur gros».

Une situation qui touche aussi les plus jeunes. Le président tout juste élu de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), Benjamin Dennie, regarde les programmes puisque c'est l'an pro-

chain qu'il s'inscrira à l'université. La Laurentienne était un choix logique, puisqu'il a grandi à deux heures de route de Sudbury. Si son premier choix, c'est celui d'étudier en français et en Ontario, il ne sait pas trop où il aboutira. Toronto, Ottawa, voire Montréal? Pourtant, ces villes ne lui ressemblent pas.

Pour celui qui étudie à l'École secondaire catholique Jeunesse-Nord de Blind River, «Sudbury, donne l'option du Nord aux jeunes francophones».

De l'importance d'une solidarité francophone

En présentant Baba I. Fofana, l'animatrice de la table ronde, la professeure Lianne Pelletier de l'Université libre du Nouvel-Ontario, l'a décrit comme étant un soldat de la francophonie. Le rédacteur en chef du journal étudiant de la Laurentienne, *L'Original déchaîné*, a amené au cours de cette table ronde la dimension de l'intégration.

Il ne faut pas que les Franco-Ontariens soient d'un côté et les autres francophones de l'autre, qu'ils

soient Africains ou Québécois. Il ne faut pas croire, selon l'étudiant finissant au baccalauréat à l'École des sciences de l'éducation, que «ces francophones venus d'ailleurs ne sont bons que pour suivre des cours ou faire des petits boulots». Pour l'étudiant d'origine ivoirienne, «la francophonie est indivisible».

Pendant, lui, qui a déjà vécu aussi au Québec, se demande parfois quelles compétences faut-il posséder pour passer de Franco-Africain ou Franco-Caribéen à Franco-Ontarien. Un accent? Une couleur de peau? Est-ce pour cela que beaucoup d'étudiants africains détenant un bac en sciences de l'éducation ont de la difficulté à se trouver des postes à Sudbury?

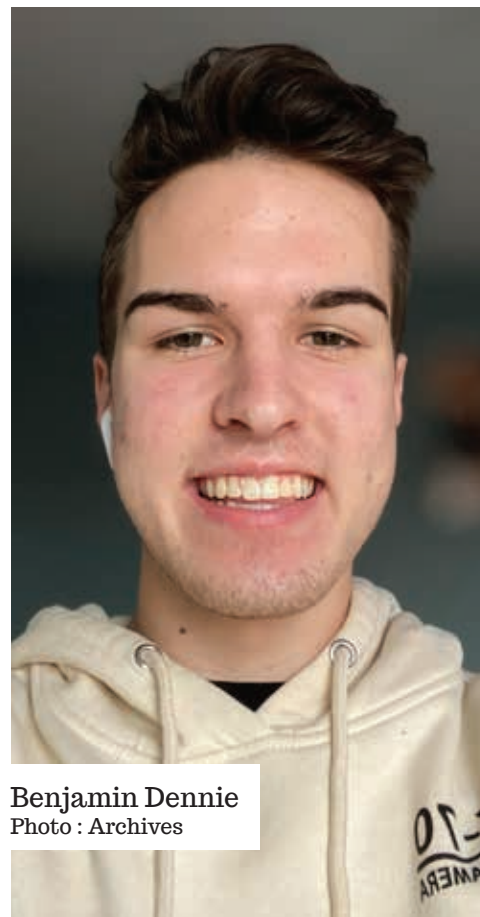
Pourtant, le message de celui qui considère que «le français a été attaqué et mutilé» le 12 avril au sein de la Laurentienne a avant tout un message rassembleur : «Nous partageons les mêmes valeurs. Peut-être que nous n'avons pas nécessairement les mêmes compétences, mais misons sur ce qui nous rassemble, le français».



Marie-Pierre Héroux
Photo : Courtoisie



Camélie Belzile-Lapalme
Photo : Courtoisie



Benjamin Dennie
Photo : Archives



Baba I. Fofana
Photo : Archives

En conversation avec Boucar Diouf

JULIEN
CAYOUILLE

Fidèle à son mandat, l'Université libre du Nouvel-Ontario s'est assuré de donner une présence à sa Faculté des Arts. La première journée s'est terminée avec le premier épisode des conversations Tire toi une buche, avec Miriam Cusson et Denise Truax. Le 24 juin en soirée, Sudbury recevait Boucar Diouf pour la troisième fois — virtuellement cette fois.

Alors qu'il s'est d'abord fait connaître comme humoriste, Boucar Diouf joue de plus en plus les rôles d'animateur et de vulgarisateur, toujours dans l'amour de la langue française. Pendant la discussion, il a abordé plusieurs des sujets entendus pendant les trois jours de discussion.

«Je pense que l'université est le pilier central de la culture. L'éduca-

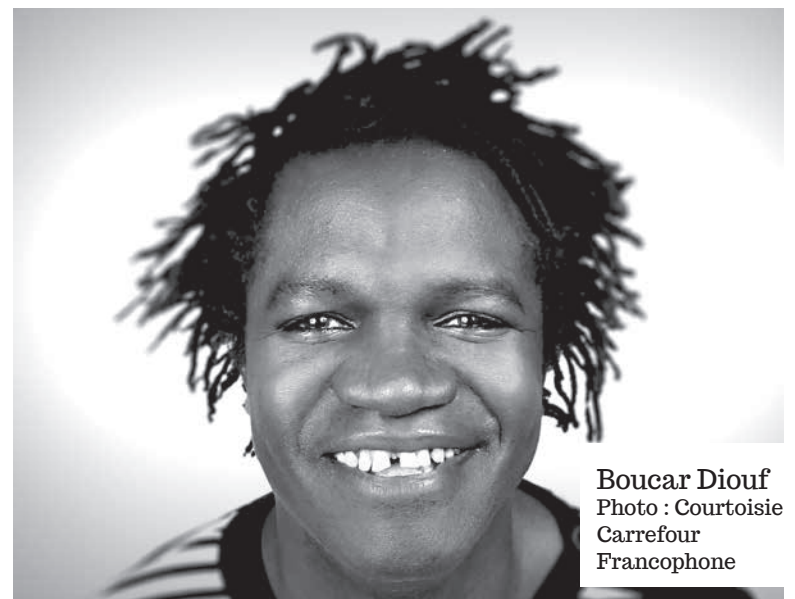
tion est à la base de tout», dit-il après avoir rappelé qu'une université doit aussi être ancrée dans sa région.

Il est la seule figure culturelle québécoise qui a dénoncé les coupes de l'Université Laurentienne dans un texte publié dans *La Presse* intitulé *Cohabitation côte à côte ou anglicisation coast to coast?* Il y défend les francophones en milieu minoritaire

et met en garde les Québécois contre l'anglicisation. Il appelle d'ailleurs à une plus grande collaboration entre les francophones.

Lui-même un immigrant venu au Québec pour étudier à l'Université du Québec à Rimouski, il vante la richesse qu'apporte la diversité culturelle. «Célébrons nos différents accents au lieu de mettre l'accent sur nos différences.»

Cette discussion était une présentation conjointe du Carrefour francophone de Sudbury, du Centre franco-ontarien de folklore et de l'Université libre du Nouvel-Ontario dans le cadre de la St-Jean de Sudbury. (J.C.)



Boucar Diouf
Photo : Courtoisie Carrefour Francophone

Colloque **Franco-Parole III** 23 au 25 juin 2021

L'autopsie de la crise francophone de Sudbury

JULIEN
CAYOUILLE

Le colloque Franco-Parole III a été conçu pour regarder vers l'avenir, imaginer ce que doit et peut être une université de langue française en milieu minoritaire. Il était tout de même impossible d'ignorer totalement ce qui a entraîné l'organisation du colloque : la crise financière de l'Université Laurentienne. La discussion du 25 a réuni quatre professeurs mis à pied pendant cette crise pour revenir sur divers aspects de celle-ci.

La professeure d'économie Corinne Pastoret met de l'avant que l'effritement des programmes francophones était en cours dans l'université bilingue depuis environ une décennie. Entre son arrivée dans l'établissement, en 2006, et 2009, il y avait une certaine effervescence et une attitude positive face à l'éducation en français.

L'effritement a commencé avec la perte des pouvoirs du vice-recteur aux affaires francophones selon Mme Pastoret. En 2009, celui-ci a perdu ses pouvoirs d'embauche et de création de programmes.

Le rôle affaibli du vice-recteur est confirmé par le professeur de philosophie Denis Hurtubise, qui a occupé le poste entre 2014 et 2016. Il n'avait pas de budget, un mandat flou et aucun pouvoir, dit-il. Il a tenté de mettre sur pied plusieurs projets bénéfiques pour les étudiants francophones, mais «tôt ou tard, quelqu'un dans les coulisses faisait dérailler mes projets».

Les signes de la diminution de l'importance du français étaient nombreux selon Corinne Pastoret. Il y avait de plus en plus de professeurs embauchés pour enseigner en français qui étaient transférés vers des programmes en anglais. Les étudiants francophones étaient peu valorisés. L'offre de cours diminuait constamment.

L'offre en français à la Laurentienne était entrée dans un cercle

vicieux. «Par exemple, on diminue l'offre et la qualité des programmes en français, moins d'étudiants s'inscrivent et on se sert de cette excuse pour couper à nouveau», explique Mme Pastoret.

Pour elle, la Laurentienne est «l'échec cuisant d'une université bilingue pour offrir une éducation de qualité en français».

En nombre

Chiffrer précisément le nombre d'emplois perdus reste difficile. Denis Hurtubise dit qu'entre 160 et 170 personnes ont été licenciées, ce qui inclut 83 professeurs, mais il ne compte pas les postes qui étaient déjà vacants, ceux qui ont pris leur retraite «sous pression» et les emplois perdus au sein des universités fédérées.

Corinne Pastoret avance le chiffre 41 pour le nombre de postes de professeurs à temps plein qui enseignaient en français supprimés. Il resterait sept professeurs dans la Faculté des Arts — la plus touchée — alors qu'il y en avait 44 en 2011.

Lorsque l'on répartit le nombre de licenciements selon la langue, le corps professoral francophone a perdu 39 % de ses effectifs tandis que le corps anglophone a perdu 19 % des siens, soutient Denis Hurtubise. «Ce qui veut dire qu'on a une université qui s'anglicise.»

Cette anglicisation se reflète également dans les programmes, selon

ses calculs. Alors que 29 % des programmes en anglais ont disparu, c'est 46 % pour les programmes en français. Aux cycles supérieurs, ce qui reste comme programmes est à 85 % en anglais.

La méthode de calcul exacte pour choisir les programmes à supprimer reste un mystère. À travers ses analyses, Denis Hurtubise a réalisé que des programmes moins performants que certains programmes coupés sont toujours en place. «Ce qu'on peut conclure, c'est qu'on a fait des choix.»

Une LSF sans mordant

La protection accordée par la désignation partielle de la *Loi des services en français (LSF)* ne semble pas avoir protégé convenablement les 13 programmes concernés.

Le professeur Michel Giroux a suggéré d'aller chercher cette protection en 2011, après que la doyenne de la Faculté des Arts ait proposé que tous les programmes de cette faculté soient bilingues. Le Regroupement des professeurs francophones a alors voté unanimement (taux de participation de 72 %) pour que 35 programmes soient protégés par la LSF.

Corinne Pastoret raconte que dès que l'idée a été présentée, le conseil des gouverneurs a voulu limiter sa portée. Le conseil a tout d'abord demandé que le Sénat conserve le contrôle d'éliminer des programmes, ce que l'Office des affaires francophones a refusé.

«Parle français et tais-toi!»

Le professeur de littérature, Thierry Bissonnette, a mis en lumière plusieurs des contradictions de l'université bilingue.

Par exemple, la Laurentienne sor-



Corinne Pastoret
Photo : Archives



Denis Hurtubise
Photo : Archives



Thierry Bissonnette
Photo : Gabrielle Noël de Tilly



Joel Belliveau
Photo : Magali Belliveau

tait d'un processus de consultation à grande échelle pour l'élaboration de son plan stratégique 2018-2023. Sous le processus de la *Loi des arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC)*, enclenché le 1^{er} février, aucune consultation n'a été faite. «Comme si les décisions du conseil des gouverneurs avaient été prises dans un univers parallèle.»

Denis Hurtubise rappelle d'ailleurs que le plan de restructuration était prêt avant le 1^{er} février et que les représentants du Sénat de l'université, et le Sénat lui-même, ont eu très peu d'influence sur les décisions.

Thierry Bissonnette soutient, comme d'autres, que le choix entre le plan imposé sous la LACC et fermer l'université était un faux dilemme imposé au Sénat.

Le discours contradictoire se poursuit, dit-il. L'université est présentement dans une rhétorique d'auto-suggestion pour «s'auto-convaincre» qu'elle est multiculturelle et viable, alors que ses actions démontrent tout le contraire. Alors qu'elle s'est mis les francophones et les Autochtones à dos, elle dit vouloir renforcer ses relations avec eux.

L'expérience Moncton

Le professeur d'histoire, Joel Belliveau, s'est servi du récit de son passage comme étudiant à l'Université de Moncton pour mettre de l'avant

les bénéfices d'une université de langue française pour une communauté minoritaire.

Une université francophone est synonyme de découverte culturelle. Elle force ses étudiants à se réinventer et permet à la communauté de se solidifier. «On devenait Acadien par la force que la communauté créait», dit-il.

Si l'Université Laurentienne a aussi été un moteur culturel pour les Franco-Ontariens, c'était malgré elle. En ses murs, il y avait trop peu de lieux où le français allait de soi. Même dans les pavillons pour les francophones, l'anglais avait la priorité dans l'affichage raconte Joel Belliveau.

Dans une université bilingue, il n'y a pas le dépaysement — pas d'absence de l'anglais — pour créer le choc culturel qui permet aux étudiants de s'apercevoir que la domination de l'anglais est avant tout dans leur tête.

Selon Corinne Pastoret, les effets positifs de la création d'une nouvelle université de langue française dans le Moyen-Nord seront nombreux. Des études plus accessibles, une porte d'entrée pour l'immigration francophone, la création de réseaux de contacts en français, la rétention de la population et la bonification de la vie économique et culturelle en sont les principales.

Fondation
**Baxter & Alma
Ricard**

Programme de bourses destinées aux citoyens canadiens vivant en situation linguistique francophone minoritaire

date d'échéance le 1^{er} décembre

Visitez notre site web au
www.fondationricard.com

pour obtenir tous les renseignements,
y compris le formulaire de demande
de bourse.

Tél. : 613-236-7065 • 1-877-236-7065



Lieu de reconnaissance identitaire

JULIEN CAYOUILLE

L'université est un lieu de découvertes. Aussi bien pour la recherche que pour les jeunes étudiants qui la fréquentent. Ils viennent apprendre, mais découvrent tout un autre monde qui s'ouvre à eux. Ils y trouvent souvent leur identité. Ce constat était partagé par les cinq anciens et anciennes de l'Université Laurentienne qui ont participé à une discussion le 25 juin dans le cadre de Franco-Parole III.

Thérèse Boutin a fréquenté l'établissement au début des années 1970 — elle a participé à la pièce de théâtre mythique *Moé j'viens du Nord 'stie* et au premier Franco-Parole. Originaire d'Iroquois Falls, elle avait déjà appris à se battre pour sa langue, mais c'est quand même à l'université qu'elle dit avoir compris qu'elle était Franco-Ontarienne. «Les Jésuites m'ont appris à réflé-

chir, à prendre mes responsabilités et m'ont aidé à développer quelque chose que j'avais en moi, mais qui n'était pas exploité, c'est-à-dire le leadership.»

Pour la spécialiste en communication diplômée en 1984, Mireille Groleau, l'Université Laurentienne a été un milieu moins agréable que son Coppel natal (près de Hearst) parce qu'elle devait y défendre sa

langue. «On m'a dit que je n'arriverais à rien dans la vie parce que j'étais trop francophone.» Mais même ce genre d'épreuves fait partie des petites choses qui forment la personnalité.

De son propre aveu, le directeur du Carrefour francophone de Sudbury, Stéphane Gauthier, est arrivé à l'Université Laurentienne «avec un tout petit coffre à outils». C'est là qu'il a «en quelque sorte appris à lire», qu'il a dépassé ce qu'il croyait être ses limites. Il est passé à la Laurentienne entre 1988 et 1992, moment où soufflait un autre vent de contestation avec le jeune journal *L'Original déchaîné* et la tenue de Franco-Parole II. Où les profes-

seurs francophones commençaient à donner une notoriété nationale aux études en langue française à Sudbury.

Stéphanie St-Pierre a obtenu son diplôme au milieu des années 2000. Certains se souviennent peut-être de son nom : elle avait mené, avec Tina Desabrais, une campagne pour que le drapeau franco-ontarien flotte en permanence devant l'hôtel de ville du Grand Sudbury. Pour elle aussi, l'université a été le catalyseur de son identité franco-ontarienne; le moment où elle s'est manifestée avec plus d'intensité. L'université reste le lieu où on peut grandir intellectuellement, dit-elle.

Comme plusieurs, l'historien Serge Dupuis rappelle que «ce que j'ai vécu de positif [à la Laurentienne], c'était malgré l'institution. C'était dans les salles de classe, à l'Association des étudiants francophones, dans les événements culturels». Le chercheur associé à la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord de l'Université Laval croit aussi qu'une université permet à une communauté minoritaire de prendre sa place.

À quoi devrait ressembler une université francophone?

Les cinq anciennes et anciens étudiants de la Laurentienne ont aussi leurs opinions sur ce que devrait être une université de langue française.

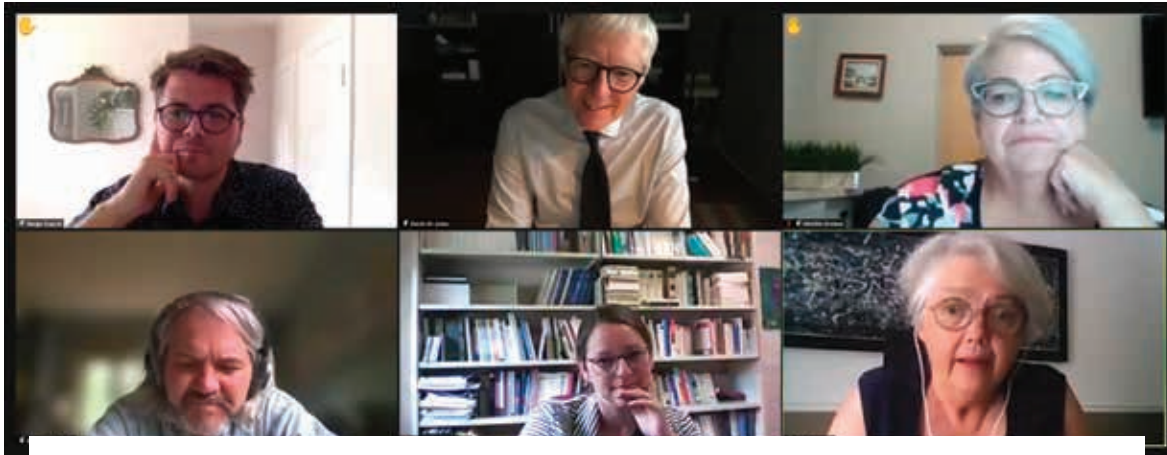
Un ou deux professeurs font souvent la différence dans la perception des étudiants. Serge Dupuis soutient que, pour attirer et inspirer les jeunes franco-ontariens, il devra y avoir des professeurs franco-ontariens auxquels les étudiants puissent s'identifier.

L'historien ne met pas de côté la diversité grandissante des Franco-Ontariens et croit que cette diversité devra être présente dans le corps professoral. Stéphane Gauthier est d'accord; il faut des professeurs franco-ontariens, mais aussi d'ailleurs «pour avoir une richesse dans la diversité».

«Quand un jeune FO rencontre un jeune [africain] qui parle français, il y a une lumière qui s'allume», illustre Mireille Groleau. C'est le moment où ils réalisent que le français est une langue internationale.

Il faudra trouver le juste équilibre entre le besoin et la demande. Serge Dupuis note que les inscriptions dans les humanités ont diminué de 34 % en Ontario, 23 % à la Laurentienne, au cours des dernières années. Il croit qu'il est possible d'avoir 2000 étudiants francophones à Sudbury, mais il faudra bien comprendre ce qu'ils recherchent, sans tomber dans le clientélisme.

Stéphane Gauthier croit qu'il faudra inclure les domaines d'études et de recherche dont la communauté a besoin. Il reste plusieurs phénomènes sociaux à étudier.



De droite à gauche et de haut en bas : Serge Dupuis, l'animateur du panel Denis St-Jules, Mireille Groleau, Stéphane Gauthier, Stéphanie St-Pierre et Thérèse Boutin.
Photo : Capture d'écran

Université de Moncton

Même les bons modèles restent fragiles

JULIEN CAYOUILLE

Dans sa conférence du 25 juin, le recteur de l'Université de Moncton, Denis Prud'homme, a dépeint son université comme un modèle qui fonctionne, mais qui n'est pas à l'abri des mêmes problèmes que les autres établissements. En fait, certaines particularités la fragilisent. Néanmoins, il encourage l'Université de Sudbury à s'en inspirer et à collaborer.

Le recteur de l'université néobrunswickoise ne cache pas que l'établissement est petit, avec environ 4500 étudiants à temps plein chaque année. Néanmoins, il considère que leur ratio d'un professeur pour quatorze étudiants est un atout pour attirer les étudiants.

L'un des plus importants impacts de l'université se trouve dans la rétention et le développement de la communauté acadienne. Pour le recteur, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Leurs inscriptions proviennent à 70 % des écoles secondaires de la province. Le taux de placement des étudiants est de 97 %; 87 % des diplômés travaillent au Nouveau-Brunswick et 75 % travaillent dans leur comté d'origine — les données les plus importantes selon le recteur.

De plus, 30 % de ses étudiants internationaux qui l'ont fréquenté ont immigré dans la province.

En raison de la population desservie, les universités en milieu minoritaire

«se doivent d'être généralistes pour répondre aux besoins du plus grand nombre d'étudiants». Qu'elle ait 2000 ou 5000 étudiants, il y a des frais administratifs fixes; les économies d'échelle sont presque inexistantes. «Mais c'est aussi ça la préservation de la langue et de la culture au Canada», dit-il.

Les trois campus — Moncton, Shipagan et Edmundston — lui ont permis de constater que la présence physique de l'établissement permet de modérer ses programmes pour avoir le meilleur impact sur la communauté.

Les limites

L'Université de Moncton traverse pourtant une période de difficulté financière. Avec 25 millions \$ en moins en 10 ans dans son budget, plusieurs postes et services ont été éliminés. Que les coupes aient été faites au compte goutte frappe moins l'imaginaire, mais l'effet sur les programmes est tout aussi négatif, prévient le recteur.

Denis Prud'homme demande donc aux gouvernements de repenser le calcul de financement des universités francophones en milieu minoritaire : «Nous suggérons donc que les contextes linguistiques et démographiques soient considérés dans le calcul des subventions à l'éducation, de même que le taux de rétention, au-delà du nombre absolu d'étudiants».

Il entrevoit un nouveau modèle pour des universités en milieu minoritaire plus agiles, plus flexibles et mieux financées. Il aimerait aussi voir plus de collaboration entre les établissements, mais reconnaît qu'il y a plusieurs obstacles qui doivent être franchis pour passer de la parole aux actes.

Le modèle de financement doit être négocié avec les deux paliers de gouvernement. D'Prud'homme croit que l'une des raisons qui retiennent le gouvernement fédéral de donner plus d'argent aux universités francophones en milieu minoritaire, c'est la crainte de voir les gouvernements provinciaux retirer un montant équivalent. Les provinces ne doivent pas se soustraire à leurs obligations.

Pour cette raison, il voit d'un bon œil l'inclusion de l'éducation postsecondaire comme une mesure positive de développement des communautés francophones dans le projet de refonte de la *Loi sur les langues officielles*. Il rappelle que la protection des minorités n'est pas un privilège, mais un droit protégé par la loi.



Dr Denis Prud'homme
Photo : Université de Moncton

L'UNIVERSITÉ DE SUDBURY:
un projet de société conçu par, pour et avec nos étudiantes, nos étudiants et notre communauté.



Un recteur n'est pas un PDG

**JULIEN
CAYOUILLE**

L'allocution finale du colloque Franco-Parole III a été livrée par le recteur de l'Université libre du Nouvel-Ontario (ULNO), Simon Laflamme, le 25 juin. Elle constitue une mise en garde contre l'embauche de recteurs qui voient et gèrent les universités comme une entreprise. Une université est plutôt un membre de la communauté qu'elle habite, tiraillé entre sa liberté et le besoin de communiquer avec son milieu.

Simon Laflamme argumente que les deux plus récents recteurs de l'Université Laurentienne — Dominic Giroux et Robert Haché — n'ont jamais compris ce qu'est une université. Pourtant, «on ne peut pas diriger une université si on ne comprend pas que ce n'est pas une entreprise». Il remet aussi une partie du blâme au conseil des gouverneurs qui les ont conservés en poste.

«Une université ne s'appartient pas. Elle appartient à une communauté locale», dit-il, reprenant le concept présenté par le professeur Yves Gingras comme quoi une université est d'abord une entité locale. En tant que telle, poursuit Simon Laflamme, elle doit communiquer avec son milieu et parler la langue des membres de sa communauté.

Il reconnaît qu'une université ne peut pas exister en dehors de l'économie, puisqu'elle a des bâtiments «et beaucoup de personnel» — une autre particularité incomprise, ajoute-t-il. Mais tout n'est pas une question d'économie dans une université et elle n'est pas nécessaire-

ment capitaliste. C'est n'est pas une société par actions ni une machine à offrir des cours.

Les rôles d'un recteur, selon le professeur de sociologie, incluent préserver l'histoire de l'institution et ses liens avec le milieu. Deux choses qui n'ont pas été faites au cours des dernières années à la Laurentienne.

La liberté universitaire est un paradoxe, selon le professeur de sociologie. On ne peut pas forcer les artistes, les scientifiques et les professionnels d'une université à dire et faire quelque chose. Tout en restant détachés de leur communauté, ils ont des obligations envers elle, dans leur production et leur recherche.

Simon Laflamme avance que plusieurs points devront être étudiés par les historiens lorsque la poussière sera retombée :

- Comment une université peut-elle se doter d'un conseil des gouverneurs presque anti-intellectuels;
- Comment une université peut être dirigée coup sur coup pas des recteurs aveuglés par la logique managériale;

- Comment un tribunal peut accepter d'enfermer une université dans la *Loi sur les arrangements avec les créanciers*;
- Comment est-il possible qu'une cour de justice participe à l'orientation intellectuelle d'une université;
- Le rôle, ou l'absence de rôle, du ministre responsable de l'intégrité des universités.

Passer à autre chose

Simon Laflamme n'a pas été choisi comme recteur de l'ULNO sans raison. Il évolue depuis les années 1980 au sein de l'université bilingue — il a conservé son poste à l'Université Laurentienne. Depuis quelques années déjà, ses observations l'ont convaincu qu'une université bilingue n'était pas favorable au développement des francophones.

«Il n'y a plus de raison de maintenir l'enseignement francophone dans une université bilingue. Je ne comprends pas que certains ne le comprennent pas.»

Au moins, la communauté francophone ne part pas de zéro pour construire sa nouvelle université. «Il y a déjà une longue histoire entre les Franco-Ontariens et l'enseignement universitaire», rappelle Simon Laflamme. «Des programmes en français existent — ou ont existé — ça doit simplement être transporté dans une université franco-ontarienne.»



Simon Laflamme
Photo : Courtoisie

**EMPLOI
ONTARIO**

EMPLOYMENT **OPTIONS** EMPLOI

Fais d'Options Emploi ta première option
Nous pouvons t'aider avec ta recherche d'emploi.

**Communique avec nous pour plus d'infos
sur nos programmes et services.**



3183, rue Errington, unité 5
CHELMSFORD
705.855.1JOB (1562)

Val Est Mall,
3140-14 chemin 69 nord
VAL CARON
705.897.JOBS (5627)
1.877.295.5627

40, promenade Prince Edward
ELLIOT LAKE
705.848.5119

11, rue Lahaïe
NOÉVILLE
705.898.2244

186, rue Main,
unité 1
STURGEON FALLS
705.753.9844

330, avenue Second,
suite 104
TIMMINS
705.268.3800

1560, boulevard Lasalle,
unité F
SUDBURY
705.560.1JOB (1562)

3, avenue Aurora
KAPUSKASING
705.337.6679

Suis-nous sur Facebook!

